

Photo : SNN



Les responsables de la Sécurité pénitentiaire lors de la réunion avec le ministre de tutelle.

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

siyl.

La délégation de la sécurité pénitentiaire, reçue mercredi dernier par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Alexis Boutamba Mbina, était conduite par le commandant en chef de cette unité para-militaire, le colonel Léon Paul Marius Ossyi.

LES maux qui minent les milieux carcéraux gabonais sont multiples. Principalement à la prison centrale de Libreville. Construite en 1959 pour accueillir au plus 500 détenus, cette maison carcérale compte aujourd'hui 2 200 prisonniers. Tous sexes et races confondus. Ainsi, à la vétusté des bâtiments, il faut ajouter l'exi-

guité des cellules et l'étroitesse des crédits alloués. Et aussi les détentions préventives qui durent trop longtemps sans espoir de jugement à l'horizon, le manque des médicaments à l'infirmerie, l'alimentation des prisonniers limitée parfois à un repas par jour. Sans oublier la dangereuse promiscuité entre les détenus de droits communs et les condamnés à perpétuité.

Pour ce premier échange avec le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, chargé des Droits humains, Alexis Boutamba Mbina, le commandant en chef de la Sécurité pénitentiaire, le Colonel Léon Paul Marius Ossyi était accompagné de plusieurs hauts gradés de ce corps para-militaire. Parmi lesquels le directeur de la prison centrale de Libreville, le médecin traitant des dé-

Photo : SNN



Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Alexis Boutamba Mbina

tenus, l'intendant. Et deux représentants du ministère du Budget conviés aux fins d'éclairer la lanterne des uns et des autres sur l'état des finances allouées à cette unité carcérale. Ensemble, ils ont passé au crible les différents maux qui minent la maison d'arrêt de Libreville. Au vu de ce qui a été dit, ils ont demandé au ministre de tutelle de transmettre leurs remerciements au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, pour les efforts personnels consentis afin de sortir la prison centrale de Libreville de sa torpeur. Son dernier apport, évalué à plusieurs millions de nos francs, est la preuve, si besoin en était encore, de son

engagement républicain à faire des droits des détenus une priorité parmi tant d'autres. En revanche, ils ont demandé au nouveau ministre de tutelle de faire tout ce qui est en son pouvoir pour résoudre, autant qu'il pourra, les difficultés qui accablent la prison centrale, dont nombreuses ont été portées à sa connaissance. Reste maintenant à trouver les solutions idoines. Pour cela, le ministre Boutamba Mbina a demandé que lui soit transmis un rapport détaillé (en besoins et coûts des dépenses) pour rendre compte aux autorités de droit.

Reprise des activités de l'UPF

Pour une bonne prestation en marge du sommet de la Francophonie de Madagascar

